

gouvernement poursuivra la R et D sur les technologies industrielles clés d'intérêt public, en particulier l'énergie et les ressources, la santé et l'environnement.

Le Ministère du commerce et de l'industrie coréen a identifié sept secteurs industriels stratégiques qui devront largement profiter de la stimulation du développement des arts appliqués et des technologies commerciales: la micro-électronique, l'automation des usines, les nouveaux matériaux, la chimie fine, la biotechnologie, l'optique et l'aérospatiale. Le gouvernement a l'intention de fixer des objectifs d'ensemble dans ces domaines, faciliter le développement d'une infrastructure adéquate et promouvoir l'accroissement de R et D.

Pour compléter ces objectifs industriels, une stimulation de la recherche fondamentale à laquelle se livreront surtout les universités. Cette recherche fondamentale se préoccupera des industries d'information et des semi-conducteurs, de l'automation, des nouveaux matériaux, de la biotechnologie, de chimie fine, de la technologie des nouvelles énergies, d'aérospatiale, des océans, des transports, de la médecine, de l'environnement, des lasers, de la supra-conductivité, de l'énergie hydrogène, des capteurs et des catalyseurs.

On a mis à la disposition du secteur privé des incitatifs pour l'aider à accomplir sa mission dans l'acquisition de technologie. Le gouvernement de la Corée encourage les PME à former des consortiums de R et D, 50 entreprises par Centre de R et D. Parallèlement, la Corée cherche à accroître sa participation à des projets multinationaux conjoints de développement technologique.

II. Comportement des investissements

Entre 1968 et 1989, le total cumulé de l'investissement direct étranger de la Corée avait atteint 1,7 milliards de \$. Le

rythme des investissements, cependant, allait en s'accéléralant. 262 millions de \$ du total ont été investis en 1988 et 582 millions de \$ en 1989. Les IDE coréens ont continué de croître rapidement. Il est dit qu'au cours de la première moitié de 1990 seulement, les Coréens ont investi à l'étranger 1 017 millions de \$.

Une nouvelle politique d'investissements

Après avoir été longtemps découragé, l'investissement direct coréen à l'étranger a rapidement augmenté au cours des dernières années. Lors des phases initiales du développement industriel coréen, le gouvernement a imposé des contrôles serrés sur l'investissement direct à l'étranger pour conserver à l'intérieur du pays le capital nécessaire au développement de l'économie interne. Les faibles sommes autorisées étaient destinées à l'acquisition de matières premières pour l'industrie coréenne.

Avec une croissance aussi importante, la Corée a commencé à accumuler des réserves trop importantes pour pouvoir être absorbées par les capacités domestiques de l'économie. Afin de minimiser le choc inflationniste causé par ces réserves, la Corée a autorisé les entreprises à investir à l'étranger. À la fin des années 1980, la Corée a stimulé l'investissement sortant par la libéralisation de la réglementation et, par ailleurs, en offrant un soutien financier, des assurances et des incitatifs fiscaux. En 1988, le gouvernement coréen a ouvert, au sein de la Banque d'import-export de Corée, un bureau destiné à informer les entreprises sur le financement étranger. Il a aussi majoré la limite sur les investissements étrangers de 246 000 \$ à 615 000 \$. En 1989, ce seuil a été augmenté à nouveau pour se fixer à 2,4 millions de \$. De plus, le gouvernement a annulé de précédentes restrictions sur l'investissement dans les entreprises du secteur des ressources naturelles.